

La démocratie assassinée

L'emprisonnement au Brésil de Lula, le 7 avril dernier, marque l'apothéose d'une opération minutieusement préparée et mise en route depuis 2014. Chronique d'un coup d'Etat qui ne dit pas son nom.

João SETTE WHITAKER, professeur un urbanisme à l'université de São Paulo, ancien secrétaire au Logement de cette ville

Reverser un gouvernement légitimement élu : dès le début, ce fut la stratégie. Les déclarations des opposants à Dilma Rousseff (Parti des travailleurs-PT), Présidente du Brésil depuis fin 2010, le montrent⁽¹⁾. Dès le premier jour de son mandat, la Chambre des députés, où elle n'a plus la majorité, entrave son action, faisant obstruction à tout nouveau projet.

Incapable de l'accuser de corruption par manque de preuve, le Congrès décide de déclarer illégale une opération comptable et fiscale que les vingt-six Etats brésiliens et des municipalités pratiquent : soit anticiper en novembre-décembre le budget de l'année suivante en contractant des prêts auprès des banques nationales, pour ne pas interrompre le financement de projets sociaux. Le Congrès élève alors ce qui serait, au pire, une infraction administrative, au rang de « crime de responsabilité », le seul qui peut entraîner une demande d'*impeachment* (de destitution) par le Congrès. Les grands titres de presse prennent alors le relais, donnant à ces faits le nom de « *pédalages fiscaux* »⁽²⁾. Des milliers de personnes, vêtues du maillot jaune de la « *seleção* » (l'équipe de football), descendent dans les rues demander la destitution de Dilma Rousseff, répondant aux campagnes massives orchestrées par la presse et financées par des grands maga-

sins, des banques... Pourtant, à chaque manifestation de ce type, d'autres, trois fois plus importantes, réunissent des centaines de milliers de partisans de Dilma Rousseff (et de Lula, PT), mais elles restent ignorées par les médias.

Après une série de manœuvres, certaines illégales mais menées avec l'appui officiel du pouvoir judiciaire, le Congrès vote la destitution de la Présidente, en mai 2016. Les sénateurs, qui doivent aussi voter, sont publiquement « achetés » par le vice-Président (et futur Président) Michel Temer (Parti du mouvement démocratique brésilien-PMDB)⁽³⁾ : des postes importants sont accordés à leurs alliés, dans la nouvelle administration.

Une succession de crises politiques

Tout ceci est une farce... Ainsi le Congrès décide de destituer Dilma Rousseff, mais en lui laissant ses droits politiques, une aberration constitutionnelle (l'*impeachment* devrait les lui retirer, et pour huit ans). La Cour suprême, dans sa première démonstration de soumission aux pouvoirs dominants, préside ce chef-d'œuvre d'inconstitutionnalité, lui donnant des airs de légalité. Plus grave encore, six mois à peine après la destitution, le Congrès national légalise de nouveau les « *pédalages fiscaux* » et permet au nouveau Président de s'avancer, en décembre 2016, sur le budget

de 2017, pour un montant deux fois plus élevé que l'ex-Présidente ne l'a fait.

Et Lula. Un Président ouvrier, sans diplôme universitaire ? Pour les plus riches mais aussi pour les classes moyennes il ne pouvait être qu'un bon à rien, voire un voleur, tout comme la Présidente qu'il avait fait élire à sa place. Malgré toute sa popularité auprès des plus pauvres et des milieux intellectuels, Lula perd l'appui des classes moyennes – alors que ce sont elles qui ont le plus bénéficié de la croissance économique, sous sa présidence – et le Brésil voit son unité mise à mal. La droite et le Parti de la social-démocratie brésilienne (PSDB) ont en outre – dernier recours lors des élections présidentielles de 2010 – ouvert la porte à l'extrême droite. Sans succès. Mais le mal est fait. De plus en plus visible (mais impuni), le discours de haine, raciste, se fondant sur des préjugés contre les pauvres, les femmes, s'est libéré et généralisé. Une série de scandales se succèdent, touchant le nouveau (depuis août 2016) président Michel Temer et de nombreux hommes politiques⁽⁴⁾, sans qu'ils en soient inquiétés. Dans le même temps, le Président met en route un processus de destruction systématique de toutes les conquêtes sociales obtenues depuis 1988 et après, sous le gouvernement Lula : c'est la fin des lois sociales, la réforme des retraites, l'enterrement de toute

(1) Aécio Neves, le candidat du PSDB (droite), vaincu par Dilma Rousseff aux présidentielles de décembre 2014 (aujourd'hui en disgrâce à cause de multiples accusations de corruption), donne le ton dès le mois de juillet 2015, alors que la Présidente ne subissait aucune accusation de corruption : « *Nous n'avons pas perdu l'élection face à un parti politique, nous l'avons perdue face à une organisation criminelle.* »

(2) En France on parlerait plutôt de « cavalerie budgétaire ».

(3) Il faut savoir aussi que Lula et Dilma, mais aussi Cardoso, leur prédécesseur du PSDB, avaient comme vice-présidents des personnes issues du parti le plus corrompu et « gouverniste » du Brésil, le PMDB, qui, ayant comme tactique de ne jamais s'éloigner du pouvoir, passait des accords avec n'importe quel autre parti pour obtenir les vice-présidences.

(4) Voir Jean-Jacques Kourliandsky, « Une corruption systémique » in *H&L* n° 179, septembre 2017, p. 28-31 (www.ldh-france.org/wp-content/uploads/2017/10/HL179-Monde-2-Br%C3%A9sil-une-corrup-tion-syst%C3%A9mique.pdf).



Lula, en tête des intentions de vote pour l'élection présidentielle d'octobre prochain, est désormais incarcéré.

© DR. LICENCE CC

perspective de réforme agraire, la fin du programme en faveur du logement, etc.

Mais destituer la Présidente ne suffit pas. Il faut détruire le PT et son leader. Car Lula, Président à qui l'on doit la plus forte croissance économique au Brésil des trente dernières années, leader populaire incontesté, se voit catapulté en tête des intentions de vote pour l'élection présidentielle d'octobre 2018. Il faut donc à tout prix « casser » ce mouvement.

Un autre personnage entre en scène. Sergio Moro, un juge de première instance de Curitiba, dans le sud du Brésil, où le mouvement anti-Lula est très fort – ainsi que le séparatisme par rapport au « Brésil pauvre [et non blanc] du Nord » –, décide d'ouvrir un procès pour corruption contre l'ancien Président. Il est le fils d'un homme politique du PSDB, le parti qui a organisé la destitution de Dilma Rousseff, et son épouse est un de ses cadres.

« *La volonté du peuple a été bafouée par des décisions à chaque fois plus illégales. Les militaires sont aux aguets. Et la presse continue son action irresponsable.* »

Moro est connu pour sa haine contre Lula, qu'il distille sur les réseaux sociaux.

Éliminer le leader du Parti des travailleurs

Il monte alors un dossier invraisemblable. Une grande entreprise de bâtiment OAS aurait offert à Lula un appartement triplex, de près de deux cent cinquante mètres carrés, sur une plage, en échange de faveurs dans des contrats avec Petrobras, le géant pétrolier brésilien (et entreprise publique). La femme de Lula (aujourd'hui décédée) avait en effet demandé à acheter celui-ci en 2007, mais lui n'avait pas donné suite. Il ne s'y est rendu qu'une seule fois et l'appartement, en construction jusqu'à une période récente, n'a jamais été à son nom ni à celui de sa femme. Il est toujours à celui de l'entreprise OAS. Les huit premiers témoins de l'accusation ont d'ailleurs démenti le fait qu'il ait eu un rapport avec cet

appartement, et aucune preuve de propriété n'a été produite.

On a prétendu que cet appartement était la partie émergée d'un réseau de crimes et de corruption avec, à sa tête, Lula, et comme acteurs les principales entreprises de BTP du pays, celles-ci finançant légalement toutes les campagnes électorales, sans exclusive. Il faut savoir que le gouvernement précédent de Cardoso (PSDB) a, en huit ans (1995-2003), lancé quarante-huit opérations anti-corruption, menées par la Police fédérale. Mais Lula et Dilma Rousseff, en douze ans, en ont ordonné deux mille deux cent vingt-six ! De plus c'est Lula qui a restructuré et renforcé cette Police, pour lui permettre de mieux mener son travail contre la corruption.

Le plus curieux est la démesure de l'accusation. Dans un pays où les propriétaires des chaînes de télévision et les grands milliardaires possèdent – illégalement – des îles entières, avec des villas

gigantesques valant quelques millions de dollars, Moro et ses acolytes font passer l'idée que Lula se ferait corrompre pour des contrats avec le géant pétrolier, contre un appartement de moins de trois cents mètres carrés, sur une plage ordinaire du littoral de São Paulo⁽⁵⁾.

Certes, en quatorze ans au pouvoir, le PT a commis beaucoup d'erreurs, et s'est probablement impliqué dans plus d'une affaire douteuse. La corruption est endémique au Brésil depuis cinq cents ans⁽⁶⁾. Le PT, lui aussi, s'est inscrit bien des fois dans cette logique, mais beaucoup moins que les autres partis. Et la persécution dont il fait l'objet baffoue, à n'en pas douter, la démocratie.

Une justice expéditive, Lula en prison

Reprenons à cet égard le fil des événements. Pour obtenir des « preuves », quelles qu'elles soient, Moro va voir la Cour suprême lui donner la possibilité de transformer les gardes à vue en prison à durée indéterminée. Ainsi, en 2016, par six voix contre cinq, celle-ci choisit d'interpréter un texte – pourtant clair – de la Constitution, selon lequel au Brésil une personne ne peut être emprisonnée qu'une fois tous les recours judiciaires possibles épuisés. Elle décide de rendre l'incarcération possible dès le jugement en deuxième instance. Ce qui permet au juge Moro de mettre en place un système fondé sur le chantage : on envoie en prison des personnes qui ont une quelconque relation avec Lula, et on les libère en échange d'informations – n'importe lesquelles, même si elles ne sont pas assorties de preuves.

Le procès suit donc son cours, pendant que se déploie une intense campagne de diffamation contre Lula et Dilma Rousseff. A chaque nouvel épisode du procès, et alors que le manque de preuves devient de plus en plus évident, les élites sortent leurs

casseroles pour les battre dans les vérandas de leurs appartements luxueux. La population la plus pauvre a de plus en plus de difficultés à se repérer dans les méandres juridiques de l'affaire. La classe moyenne, elle, fête la « fin de la corruption »... alors que le gouvernement en place est probablement l'un des plus corrompus de l'histoire du pays.

Un procès au Brésil dure habituellement des années, à cause des lenteurs de la justice. Mais celui de Lula se déroule à une vitesse record. Sans preuve, Moro condamne l'ex-Président – toujours en tête dans les sondages en vue de la présidence – à neuf ans de prison.

Un livre, signé par plus de cent juristes brésiliens, est publié, sans aucune couverture médiatique. Ils y dénoncent l'inconsistance du jugement de Lula. L'accusation dit elle-même qu'elle n'a pas de preuves, mais une « conviction » de sa culpabilité.

Les avocats de Lula font appel. Les juges de deuxième instance sont au nombre de trois. Encore une fois, une procédure qui dure habituellement plus de deux ans s'achève en quelques mois. Pire, le président de ce tribunal annonce sur les réseaux sociaux que le procès de Lula « est juridiquement impeccable »... avant même d'avoir été saisi. Un jugement éclair porte alors la peine de Lula à douze ans et deux mois : le crime supposé remontant à plus de dix ans, Lula aurait eu, en dessous de cette peine, le droit de la purger en liberté. Dans les méandres de ce coup d'Etat se logent de petits détails...

La décision de la Cour suprême de 2016 permet alors l'emprisonnement de Lula. Ses avocats, arguant que la Constitution a été changée de manière opportuniste, demandent une révision de cette décision, et, en même temps, un « Habeas Corpus » (mandat juridique qui lui permettrait de ne pas être emprisonné sans jugement, et avant

« Le Brésil
n'a plus de
démocratie, son
gouvernement
élu a été
renversé avec
des manœuvres
dignes
des pires mafias. »

l'épuisement de tous les recours possibles).

La procédure normale de la Cour voudrait que celle-ci juge tout d'abord l'inconstitutionnalité de la décision d'incarcération. Or un des juges ayant annoncé avoir changé de position, sa présidente décide de juger d'abord l'Habeas Corpus de Lula. Ainsi, si elle en vient (un jour !) à revenir sur sa décision constitutionnelle, Lula aura déjà été emprisonné.

L'effondrement de la démocratie brésilienne

La veille de l'ultime jugement, ce 4 avril dernier, la mobilisation de la droite est très forte. Les casseroles retentissent. Les médias convoquent à des manifestations jaunes et vertes en faveur de l'incarcération. Un géant de la communication, l'entreprise SKY, autorise même ses employés à participer aux manifestations, avec maintien des salaires.

Ce même jour, le chef de l'état-major des armées annonce sur Twitter que l'armée est « attentive » à la décision que va prendre la Cour suprême, dans un chantage évident⁽⁷⁾. Le résultat est six voix en faveur de la prison, contre cinq. Une des juges de la Cour suprême a changé d'avis⁽⁸⁾. L'Habeas Corpus est rejeté. La Cour suprême annonce que Lula sera emprisonné « une fois terminée la procédure d'appel en deuxième instance », conformément à sa décision. Soit dans quinze jours... Mais en moins de vingt-quatre heures, encore une fois de manière illégale, Moro donne l'ordre de l'emprisonner. On connaît la suite.

Le Brésil n'a plus de démocratie, son gouvernement élu a été renversé avec des manœuvres dignes des pires mafias. La volonté du peuple a été violée par des décisions à chaque fois plus illégales. Les militaires sont aux aguets. La presse continue son action irresponsable. Le pays est divisé. Tel est le portrait d'un Brésil qui émerge des décombres d'une démocratie ravagée. ●

(5) Une simple recherche sur Internet montre que l'ex-Président Cardoso a eu, lui, une ferme reconstruite par l'entreprise Camargo Correa, laquelle a même construit, sur les terres voisines, une piste d'atterrissage permettant de recevoir des Boeing !

(6) J.-J. Kourliandsky, idem.

(7) Ces mots résonnent ainsi comme une menace à recourir à la force militaire, si la Cour statue en faveur de Lula...

(8) Pour autant celle-ci a jugé son vote « anticonstitutionnel » (sic). La crainte des militaires ?